

LES PERSONNALITÉS PUBLIQUES CITÉES DANS LA PIÈCE

AU FIL DE LA PIÈCE, UN CERTAIN NOMBRE DE PERSONNALITÉS PUBLIQUES RÉELLES SONT CITÉES OU INCARNÉES. NOUS VOUS PROPOSONS UNE COURTE MISE EN CONTEXTE (PAR ORDRE D'APPARITION DANS LE TEXTE)¹.

- **Édouard Philippe** : co-fondateur de l'UMP en 2002, il est Maire du Havre depuis 2010. Premier ministre sous Emmanuel Macron entre 2017 et 2020, il fonde le parti Horizons en 2021 situé à droite de la majorité présidentielle d'alors. Il est candidat à la présidentielle de 2027 sous cette étiquette. Il est également sous le coup d'une enquête pour détournement de fonds publics, favoritisme, prise illégale d'intérêts et concussion à la mairie du Havre, dont le parquet se saisit en 2026.
- **Volodymyr Zelenski** : ancien humoriste, acteur, scénariste, réalisateur et producteur de télévision, il devient président de l'Ukraine le 20 mai 2019. Il fait face avec son pays à l'invasion russe depuis 2022.
- **Victor Orbán** : homme d'État hongrois d'extrême droite, il est Premier ministre de Hongrie (c'est-à-dire qu'il dirige le pays) de 1998 à 2002 et de 2010 à 2026.
- **Vivette Lopez** : membre de l'UMP puis des Républicains, elle est maire de Mus de 2001 à 2017 et sénatrice du Gard depuis 2014.
- **Emmanuel Macron** : après avoir été associé-gérant à la banque d'affaire Rothschild, il se rapproche du Parti socialiste (PS). Il est nommé ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique en 2014 sous la présidence de François Hollande. Il prend progressivement ses distances avec François Hollande et fonde son propre mouvement politique, En marche (EM - puis LREM puis Renaissance). Il emporte les élections présidentielles de 2017 et 2022 grâce à un « front républicain » face à la candidate du Front national (FN), Marine Le Pen. Son premier mandat est marqué par une réforme du Code du travail, une loi de réforme de la SNCF, l'affaire Benalla, l'affaire McKinsey, la révélation de conflits d'intérêts via les Uber Files, le mouvement des Gilets jaunes et le Grand débat national qui s'ensuit, un premier projet contesté de réforme des retraites, la mise en place d'une Convention citoyenne pour le climat, la pandémie de Covid-19, puis la crise provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Son second mandat commence par l'obtention d'une majorité relative aux élections législatives, une réforme des retraites adoptée sans vote de l'Assemblée nationale et fortement contestée, des émeutes urbaines à l'été 2023 ainsi que le vote controversé d'une loi immigration avec le soutien du Rassemblement national fin 2023. Il perd sa majorité relative à l'Assemblée nationale en 2024. Premier président de la République française concerné par la limitation constitutionnelle interdisant l'exercice de plus de deux mandats consécutifs, son départ de l'Élysée est prévu au plus tard le 13 mai 2027.
- **Louis Aliot** : membre depuis 1990 du Front national (FN) il y exerce différentes fonctions de premier plan, jusqu'à se présenter à sa présidence en 2022. En 2020, il remporte le scrutin, ce qui fait de lui le second maire d'extrême droite d'une ville de plus de 100 000 habitants depuis 1995. Il est réélu au premier tour des municipales

¹ Ces courtes biographies sont tirées des pages Wikipédia France de ces personnalités.

en 2026. Il est par ailleurs, entre 2009 et 2019, le compagnon de Marine Le Pen, dont il soutient l'ascension au sein du parti.

- **Michel Houellebecq** : écrivain, poète, essayiste et acteur français, il est révélé par les romans *Extension du domaine de la lutte* (1994) et surtout *Les Particules élémentaires* (1998), qui le fait connaître d'un large public qui sont considérés comme précurseurs dans la littérature française, notamment pour leur description de la misère affective et sexuelle de l'homme occidental dans les années 1990 et 2000. Son œuvre est traduite en plus de 40 langues.
- **Marion Maréchal** : Marion Maréchal, née Le Pen est une femme politique française d'extrême droite entrée en politique en 2008 en adhérant au Front national (FN). Elle fait partie de son aile libérale-conservatrice et identitaire. Après l'élection présidentielle de 2017, elle se met en retrait de la vie politique. De retour en politique en 2022, elle soutient la candidature d'Éric Zemmour à l'élection présidentielle et devient vice-présidente exécutive du parti Reconquête. Éluée députée européenne avec quatre de ses colistiers en 2024, elle est exclue de Reconquête trois jours après le scrutin avec trois d'entre eux. En octobre 2024, elle annonce la création d'un nouveau parti politique, qu'elle baptise Identité-Libertés (IDL).
- **Sébastien Chenu** : actif en politique depuis 1996, il est directeur de cabinet et attaché parlementaire dans plusieurs territoires avant de s'implanter en Picardie en 2001, sous la bannière UMP dont il est secrétaire général chargé de la diversité culturelle. Il fonde au sein du parti, GayLib, association chargée de défendre les droits des LGBT qui quittera l'UMP en 2013 du fait de l'opposition du parti au mariage homosexuel. Il se fait remarquer en 2014 par son refus farouche à s'associer au RN et ses changements de tendance, en se cherchant à se rapprocher d'Anne Hidalgo (PS) aux municipales de 2014. Démarche infructueuse qui le mène, en décembre de la même année, à rejoindre Marine Le Pen. Il est conseiller régional des Hauts-de-France depuis 2016, député depuis 2017, vice-président du RN depuis 2022 et vice-président de l'Assemblée nationale entre 2022 et 2024, et depuis 2025.
- **Dominique de Villepin** : diplomate de formation, il est proche de Jacques Chirac, notamment comme secrétaire général de l'Élysée de 1995 à 2002. Ministre des Affaires étrangères à partir de 2002, son discours de 2003 aux Nations unies contre l'invasion de l'Irak par les États-Unis suscite l'attention de la communauté internationale. Il devient ministre de l'Intérieur l'année suivante. Nommé Premier ministre en 2005, il met en place l'état d'urgence lors des émeutes dans les banlieues et perd en popularité à la suite du mouvement contre le contrat première embauche (CPE) et de l'affaire Clearstream, qui le défavorisent face à Nicolas Sarkozy, vainqueur de l'élection présidentielle de 2007. Prétendant à l'élection présidentielle de 2012, il n'obtient pas les parrainages d'élus nécessaires pour se présenter. Il fait un retour médiatique en 2024, alors qu'il est interrogé sur LCI quelques jours avant le second tour des élections législatives, en appelant à voter en faveur du Nouveau Front populaire en cas de duel contre le Rassemblement national. En 2025, il annonce dans la presse le lancement d'un nouveau mouvement, La France humaniste, dont il devient président d'honneur.
- **Clémence Guetté** : membre du Parti de gauche, puis de La France insoumise à partir de 2016, elle est coordinatrice de l'Avenir en Commun, le programme politique de Jean-Luc Mélenchon aux élections présidentielles de 2017 et de 2022. Elle est secrétaire générale du groupe parlementaire de la France insoumise à l'Assemblée nationale pendant la XV^e législature. Elle est élue députée de la 2^e circonscription du Val-de-Marne, puis réélue en 2024. Elle est vice-présidente de l'Assemblée nationale,

depuis 2024. Elle participe aux négociations qui vont élaborer les programmes politiques de la NUPES et du Nouveau Front populaire.

- **Boris Vallaud** : ancien élève de l'ENA, il collabore avec Arnaud Montebourg au conseil général de Saône-et-Loire, puis au ministère de l'Économie. Il est ensuite secrétaire général adjoint de la présidence de la République, de 2014 à 2016. Investi par le Parti socialiste, il est élu député lors des élections législatives de 2017. Il est réélu député socialiste aux élections législatives de 2022 dans la coalition NUPES, puis aux législatives de juillet 2024 sous les couleurs du Nouveau Front Populaire. Il est président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale depuis 2022.
- **Aleksandar Nikolic** : après avoir milité au Parti Communiste Français dans sa jeunesse, il est encarté au Rassemblement national depuis 2014. Conseiller régional du Centre Val-de-Loire depuis 2021, élu député européen en 2024, il est, en septembre 2024, nommé porte-parole du Rassemblement national et délégué national aux fédérations du Rassemblement national.
- **Nicolas Mathieu** : écrivain français, son roman *Leurs enfants après eux*, publié en 2018, est récompensé par le prix Goncourt la même année. Ses romans se situent principalement dans la région Lorraine et son œuvre aborde notamment les conséquences de la désindustrialisation sur la classe ouvrière française et les rapports entre classes sociales, mais aussi les tourments de l'adolescence.
- **Louis Boyard** : syndicaliste lycéen et militant étudiant au cours de ses études, occupant la fonction de président de l'Union nationale lycéenne de 2018 à 2019, il est ensuite chroniqueur sur des chaînes de radio et de télévision à partir de 2021. Il devient député du Val-de-Marne à partir de 2022 pour La France insoumise et alors le deuxième plus jeune député de la législature, il intègre la direction du mouvement de Jean-Luc Mélenchon à la fin de la même année.
- **Philippe Brun** : membre du Parti socialiste à partir de 2009, il le quitte suite au tournant social-libéral du gouvernement Hollande. Ancien attaché parlementaire, il est conseiller municipal d'opposition à Louviers depuis 2020 et député de l'Eure depuis 2022 sous étiquette Parti socialiste dans le cadre de la NUPES.
- **Jean-Philippe Tanguy** : cadre de Debout la France (DLF) et proche collaborateur de Nicolas Dupont-Aignan entre 2012 et 2020, il critique le Front national dont il juge qu'il exprime un gaullisme de façade, ainsi que sa ligne qu'il estime homophobe et faisant l'amalgame entre immigration et terrorisme. Il se rallie au Rassemblement national (RN) en 2020, et crée en parallèle le parti L'Avenir français. Lors des élections régionales de 2021, il est élu conseiller régional des Hauts-de-France sur la liste RN de Sébastien Chenu. Pour l'élection présidentielle de 2022, il est directeur de campagne adjoint de Marine Le Pen puis élu député dans la 4e circonscription de la Somme lors des élections législatives qui suivent. Il est président délégué du groupe Rassemblement national à l'Assemblée nationale. Il est réélu aux élections législatives anticipées de 2024. Il se définit comme de droite bonapartiste et admire Napoléon III.
- **Eddy Casterman** : élu en 2020 dans la municipalité d'Englos, il est également d'attaché parlementaire auprès du sénateur de l'Orne Vincent Segouin, du parti Les Républicains jusqu'en 2021, alors qu'Eddy Casterman s'engage dans la campagne d'Éric Zemmour. Alors adjoint aux affaires scolaires de la commune d'Englos, il prend part aux élections pour Reconquête dans la onzième circonscription du Nord lors des élections législatives de 2022. Lors des élections législatives de 2024, il est investi par le Rassemblement national dans la troisième circonscription de l'Aisne où

Il est élu dès le premier tour. Il rejoint en octobre 2024 le parti Identité-Libertés, fondé par Marion Maréchal.

- **Jean-Christophe Napoléon** : second enfant et unique fils du prince Charles Bonaparte, il est l'actuel prétendant au trône impérial français et porte le titre de courtoisie de prince Napoléon. Il est, par sa mère, cousin germain de la princesse Maria Carolina Chantal Edoarda Beatrice Gennara de Bourbon des Deux-Sicile , compagne de Jordan Bardella.
- **Jean d'Orléans** : est depuis le 21 janvier 2019 l'aîné de la maison d'Orléans et, à ce titre, prétendant orléaniste au trône de France sous le nom revendiqué de « Jean IV ». Il porte à son tour le titre de courtoisie de comte de Paris à la suite de son grand-père puis de son père. Il est le descendant direct de Louis XIII par son fils cadet Philippe de France, duc d'Orléans, frère de Louis XIV, et de Louis-Philippe Ier, par la branche cadette des descendants de Ferdinand-Philippe d'Orléans.
- **Eugénie de Bourbon** : princesse française, aînée des enfants du prétendant légitimiste au trône de France, Louis de Bourbon, duc d'Anjou, dit Louis XX. Elle est la sœur aînée des jumeaux Louis, dauphin de France et duc de Bourgogne, et Alphonse, duc de Berry, nés le 28 mai 2010, et depuis le 1er février 2019, la sœur d'Henri, duc de Touraine. Elle porte l'appellation de Madame Royale.
- **Michel Rocard** : militant socialiste dès 1949, il prend en 1967 la tête du Parti socialiste unifié (PSU), qu'il représente à l'élection présidentielle de 1969. Il rejoint en 1974 le Parti socialiste, au sein duquel il incarne une « deuxième gauche », réformiste et anticomuniste : il fait ainsi figure de principal rival du dirigeant du parti, François Mitterrand. Après l'élection de celui-ci et la nomination de Pierre Mauroy à Matignon, il devient ministre d'État, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire. Nommé ministre de l'Agriculture, maintenu dans ses fonctions sous Laurent Fabius, il démissionne du gouvernement en 1985 en raison de désaccords avec l'exécutif. À la suite de la réélection de François Mitterrand en 1988, il est nommé Premier ministre. Sans majorité absolue après les élections législatives anticipées, il forme un gouvernement d'ouverture et recourt à l'article 49.3 de la Constitution à vingt-huit reprises – un record. Il fait voter le RMI et conclut les accords de Matignon. Après trois années en fonction, il est poussé à la démission par François Mitterrand, avec qui ses relations restent tendues. Toujours populaire, il devient premier secrétaire du Parti socialiste après la défaite historique de la gauche aux législatives de 1993. Mais son incapacité à rassembler et l'échec aux élections européennes de 1994 l'amènent à quitter la tête du parti et à renoncer définitivement à ses ambitions présidentielles. Brièvement sénateur, il reste député européen jusqu'en 2009 et termine sa vie en tant qu'ambassadeur des pôles.
- **Antoine Armand** : membre de Renaissance, il est élu député de la Haute-Savoie lors des élections législatives de 2022. Réélu aux élections législatives anticipées de 2024, il devient président de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale. En 2024, il est - brièvement - nommé ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie dans le gouvernement de Michel Barnier. À la suite des élections municipales de 2026, il devient maire d'Annecy.
- **Xavier Bertrand** : entre 2005 et 2012, il est ministre de la Santé du gouvernement Villepin et ministre du Travail dans les trois gouvernements François Fillon. De 2008 à 2010, il est secrétaire général de l'UMP. Député entre 2002 et 2016, maire de Saint-Quentin de 2010 à 2016 et président de la communauté d'agglomération du Saint-Quentinois de 2014 à 2020, il est président du conseil régional des Hauts-de-France depuis 2016. Il quitte Les Républicains en 2017, à la suite de l'élection

de Laurent Wauquiez à la tête du parti. En 2021, il revient sur sa décision de ne se porter candidat à aucun processus de désignation interne pour l'élection présidentielle de 2022 et annonce sa participation au congrès des Républicains. Après avoir repris sa carte à LR, il arrive en quatrième position du congrès avec 22,4 % des suffrages exprimés, et appelle à voter pour Valérie Pécresse au second tour.

- **Imane Harraoui** : secrétaire générale de la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens), syndicat national s'inspirant de la morale chrétienne et de la doctrine sociale de l'Église catholique
- **Christine Kelly** : animatrice audiovisuelle, journaliste et écrivaine française, elle est membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de 2009 à 2015. Elle anime sur CNews depuis 2019 *Face à l'info*, une des émissions-phares de la chaîne, adoptant une posture de droite dure sans contradiction.
- **Franco** : militaire et homme d'État espagnol, il est « généralissime des armées », c'est-à-dire commandant suprême militaire et politique du camp nationaliste à partir de 1936 pendant la guerre civile espagnole qu'il participe à créer avec le coup d'État raté. Il établit en Espagne, après la victoire franquiste en 1939, un régime dictatorial nommé État espagnol, qu'il dirige jusqu'à sa mort. Il désigne Juan Carlos de Bourbon comme son successeur.
- **Eva Joly** : magistrate franco-norvégienne, devenue femme politique en France, elle est députée européenne (groupe Verts-ALE) de 2009 à 2019.
- **Bogdana Melnik** : magistrate franco-norvégienne, devenue femme politique en France, elle est députée européenne (groupe Verts-ALE) de 2009 à 2019.